



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de Lille
44, rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE CEDEX

Lille, le 29/7/22

Rapport de l'inspection des installations classées

Inspection Inopinée eau du 20/06/2022

Partie nominative

YKK

Zone Industrielle

rue de la Pointe

BP 159 – 59471 SECLIN CEDEX

Affaire suivie par : LEROY Guillaume

Téléphone : 03 20 40 54 10

Courriel : guillaume.leroy@developpement-durable.gouv.fr

Références : arrêté préfectoral du 17 mars 2008

Pièces jointes :

- Lettre de suite

L'inspection des installations classées a réalisé un contrôle inopiné le 20/06/2022 de l'établissement **YKK** implanté Zone Industrielle rue de la Pointe, 59471 SECLIN. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- Mr LEROY Guillaume

44, rue de Tournai - CS 40 259 - 59 019 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 13 48 48- Fax : 03 20 13 48 78


Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : <http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr>



Suivez-nous sur : [facebook.com/prefetnord](https://www.facebook.com/prefetnord) - twitter.com/prefet59 - [linkedin.com/company/prefethdf/](https://www.linkedin.com/company/prefethdf/)

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

- Mme Verstraete : Adjointe QHSE / YKK
- Mme Coquerel : Technicien Chargé des mesures de débit / OTECH

Le courriel d'échange avec l'administration est sverstraete@ykk.fr

	Rédacteur	
		
	L'inspecteur de l'environnement LEROY Guillaume	

Vérificateur	Approbateur
	
GILLE Christine	Par délégation, CARRÉ Sébastien

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue du contrôle inopiné du 20/06/2022 de l'établissement YKK implanté Zone Industrielle rue de la Pointe, 59471 SECLIN, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport n'amènent pas l'inspection des installations classées à proposer à Monsieur le préfet du Nord des suites administratives.



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de Lille
44, rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE CEDEX

Lille, le 29/7/22

Rapport de l'Inspection des installations classées

Contrôle inopiné du 20/06/2022

Contexte et constats

Publié sur

GÉORISQUES

YKK

Zone Industrielle

rue de la Pointe

59471 Seclin

Références : Arrêté préfectoral du 17 mars 2008

1) Contexte

L'inspection des installations classées a réalisé un contrôle inopiné le 20/06/2022 de l'établissement **YKK** implanté Zone Industrielle rue de la Pointe, 59471 Seclin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspections approfondies de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2022.

Dans le cadre de la campagne annuelle de contrôles inopinés 2022 pilotée par la DREAL, il a été réalisé un prélèvement sur les rejets aqueux du site par le laboratoire OTECH Environnement.

L'inspection a accompagné le laboratoire et contrôlé le respect de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2008 en ce qui concerne la surveillance des rejets aqueux du site.

44, rue de Tournai - CS 40 259 - 59 019 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 13 48 48- Fax : 03 20 13 48 78

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : <http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr>

Suivez-nous sur : facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf/

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- YKK
- Zone Industrielle rue de la Pointe 59471 SECLIN
- Code AIOT dans GUN : 0070003918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non

Fondée au Japon en 1934, la société YKK développe et produit des fermetures à glissière, des rubans auto-agrippants, des boutons pression et rivets, des boucles en plastique, des rubans élastiques et sangles pour toutes les applications de la mode, des vêtements techniques, de l'ameublement, l'automobile, la maroquinerie...

YKK France, filiale française du groupe, fondée en 1967, a situé son siège social en région parisienne et, de façon à répondre aux besoins du marché, a, depuis 1972, établi son usine à SECLIN. Le site compte 170 salariés et s'étend sur 22 500 m². La société est soumise à autorisation au titre des rubriques 2330 et 2920 de la nomenclature des installations classées et autorisée par un arrêté préfectoral du 17 mars 2008.

L'eau utilisée sur le site provient du réseau de distribution d'eau publique ainsi que d'un forage dans la nappe de la craie autorisé pour une capacité de 20 m³/h.

Les eaux usées industrielles sont constituées des bains usés après teinture, des eaux de rinçage de teinture, des eaux provenant des machines à laver les fermetures, et enfin des eaux de rinçage provenant de la machine de traitement de surface des fermetures (machine nommée GKB réalisant un traitement à la soude puis une préparation à base de dioxyde de sélénium). Après passage dans un bassin de décantation et d'homogénéisation, les eaux rejoignent le réseau d'eaux usées de la zone qui aboutit à la station d'épuration d'HOUPLIN ANCOISNE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la prévention de la pollution de l'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Constats des points de contrôle :

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté préfectoral du 17/03/2008 article 4.3.4	/	/
Conception, aménagement et équipements des ouvrages de rejets	Arrêté préfectoral du 17/03/2008 article 4.3.6.3	/	/
Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration	Arrêté préfectoral du 17/03/2008 article 4.3.8	/	/
Auto surveillance des rejets aqueux	Arrêté préfectoral du 17/03/2008 article 9.2.3	/	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'examen du rapport d'analyse détaillant les résultats des échantillons prélevés le 20/06/2022 sur les 4 tours aéroréfrigérantes du site, les résultats des analyses en légionelles mettent en évidence une concentration en Légionelle spèce inférieure à 100 000 unités formant colonies par litre d'eau. Les valeurs des concentrations relevées dans les circuits Presse et Fonderie sont donc inférieures au seuil de concentration en Legionella pneumophila de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17/03/2008 article 4.3.4
Thème(s) : la prévention de la pollution de l'eau
<p>Prescription contrôlée : Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre ou mesurés en continu avec asservissement et / ou alarme. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p>
<p>Constats : Le seul traitement opéré par l'exploitant sur l'effluent avant rejet au réseau consiste en une correction du pH par injection automatique de CO2 asservie à la mesure de pH en sortie de bassin de décantation/homogénéisation.</p> <p>Il a été constaté la présence d'une fiche de suivi hebdomadaire dans un local à proximité du bassin. Celle-ci indique qu'un relevé hebdomadaire est réalisé par Mr Hay, responsable environnement, chaque matin entre 8h30 et 9h00. Les paramètres relevés sont le débit, la température et le pH. La feuille de relevés sur le mois de février ne montre pas d'anomalie particulière. Monsieur Hay précise que l'injection automatique de CO2 est alimentée par deux bouteilles connectées. Deux autres bouteilles de réserves sont également présentes et une gestion du stock est mise en place assurer la continuité de l'alimentation.</p>
<p>Observations : Conforme</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Conception, aménagements et équipements des ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17/03/2008 article 4.3.6.3
Thème(s) : la prévention de la pollution de l'eau
<p>Prescription contrôlée : Les ouvrages d'évacuation des rejets au milieu naturel ou dans le réseau d'assainissement doivent être équipés des dispositifs de prélèvement et de mesures automatiques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 heures, et la conservation des échantillons à une température de 4°C, - un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement, - un pH-mètre et thermomètre en continus avec enregistrement. »
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un préleveur automatique Endress Hauser réfrigéré permettant le prélèvement d'une quantité d'effluent proportionnelle au débit.</p> <p>Le débit fait l'objet d'une mesure en continu avec enregistrement : débitmètre Endress Hauser. Le débitmètre indique une valeur de 25.8 m³/h pour les heures de pointe et un débit journalier de 96 m³/j A noter l'écart de 59 %, entre le débit journalier mesurer par OTECH (96 m³/j) et le débit journalier indiqué sur le totalisateur de l'exploitant (74,9 m³/j). La VLE pour le débit journalier étant de 200 m³/j, cet écart n'a aucune conséquence sur la conformité</p>

des résultats.

L'exploitant dispose d'une mesure de pH avec enregistrement en sortie de bassin de décantation/homogénéisation. Deux mesures ont été effectuées à 24 heures d'intervalle: une mesure à 14h29 le 20/06/2022 et une mesure à 14h48 le 21/06/2022. Ces mesures sont asservies à une injection automatique de CO2 réalisée directement dans le bassin si une correction de pH s'avère nécessaire. Le jour du contrôle, le pH mesuré par l'équipement est de 7,9

Une mesure en continue de la température de l'effluent est également réalisée en sortie de bassin. La valeur relevée le jour du contrôle est de 27,2°C à 14h29 le 20/06/2022 et de 28,4°C à 14h48 le 21/06/2022.

Observations :

Conforme

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17/03/2008 article 4.3.8

Thème(s) : la prévention de la pollution de l'eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en flux et concentration ci-dessous définies

<i>Paramètres</i>	<i>Valeur limite d'émission et Concentration moyenne journalière (en mg/l)</i>
Température en °C	30°C
pH	6,5 – 8,5
Débit horaire en m³/h	—
DBO5 en mg/l	115
DCO en mg/l	875
MES en mg/l	100
Azote global en mg/l	20
Phosphore total en mg/l	7,5
Nitrites en mg/l	20
Aox en mg/l	5
Manganèse en mg/l	0,01
Etain en mg/l	0,06
Fer en mg/l	0,4
Plomb en mg/l	0,01
Cuivre en mg/l	0,2
Chrome en mg/l	0,1

Nickel en mg/l	0,01
Hydrocarbures totaux en mg/l	5
Tributylphosphate en mg/l	4
Métaux totaux en mg/l	5

Constats :

L'inspection des installations classées a assisté à la pose du matériel de prélèvement pour la réalisation d'un contrôle inopiné 24 h sur les effluents aqueux de la société Y.K.K. Lors du contrôle, les installations fonctionnaient en marche normale et aucun incident de production n'a été signalé. Le laboratoire de contrôle OTECH Environnement est intervenu pour la pose du matériel de prélèvement.

Les résultats du contrôle inopiné ont été transmis à l'inspection le 28 juillet 2022. Ceux-ci montrent que les valeurs limites d'émission fixées à l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2008 sont respectées.

<i>Paramètres</i>	<i>Valeur limite d'émission</i>	<i>Contrôle inopiné 20 juin 2022</i>
Température en °C	30°C	27,2 °C
pH	6,5 – 8,5	7,7
Débit horaire en m³/h	–	22,3
DBO5 en mg/l	115	91
DCO en mg/l	875	583
MES en mg/l	100	27
Azote global en mg/l	20	6,9
Phosphore total en mg/l	7,5	1,4
Nitrites en mg/l	20	< 0,05
Aox en mg/l	5	0,13
Manganèse en mg/l	0,01	0,01
Etain en mg/l	0,06	< 0,001
Fer en mg/l	0,4	0,14
Plomb en mg/l	0,01	0
Cuivre en mg/l	0,2	0,01
Chrome en mg/l	0,1	0,03
Nickel en mg/l	0,01	< 0,0051
Hydrocarbures	5	0,22

totaux en mg/l		
Tributylphosphate en mg/l	4	0
Métaux totaux en mg/l	5	0,18
Observations : Conforme		
Type de suites proposées : Sans suite		

Nom du point de contrôle : Auto surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17/03/2008 article 9.2.3		
Thème(s) : la prévention de la pollution de l'eau		
Prescription contrôlée : Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre sur les effluents des eaux de procédé et des eaux résiduelles après épuration interne :		
Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant	Périodicité de la mesure
PH		En continu
Température		En continu
MeS		Hebdomadaire
DCO		Hebdomadaire
DBO5		Hebdomadaire
Azote global		Hebdomadaire
Phosphore		Hebdomadaire
Métaux totaux		Mensuelle
La DBO5 peut être mesurée à des fréquences moindres si l'exploitant démontre à l'inspection des installations classées que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur laquelle le rejet est raccordé. Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.		
Constats : En ce qui concerne l'auto-surveillance, celle ci est réalisée par l'exploitant conformément à l'article 9.2.3 de son arrêté préfectoral du 17 mars 2008 sur les paramètres pH, Température, Mes, DCO, DBO5, Azote global, Phosphore et métaux totaux. Les résultats de cette surveillance sont transmis via l'application GIDAF.		
Observations : Conforme		
Type de suites proposées : Sans suite		

